CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 23 FEVRIER 2024

Ordre du jour :

Objets soumis à débat ou délibération

- Remplacement des huisseries à l'école et à la mairie – Mission Maîtrise d'œuvre
- Protection sociale complémentaire – Mandat au CDG53
- Répartition des charges du RPI 2023
- Budget fonctionnement Bibliothèque
- Localisation ALSH 3-6 ans à compter de Juillet 2024
- Point travaux Salle des Fêtes et aménagement mobilier et téléphonie
- Mise en place d'une commission pour le règlement et les tarifs de la salle des fêtes
- Convention fourrière départementale
- Pêche 2024 – Date d'ouverture et tarifs
- Droit de préemption – Parcelles B376, B784, B786

Informations et questions diverses

- Étude « potentiel photovoltaïque sur La Brûlatte »
- Exonération taxe foncière sur propriétés bâties – Article 143 loi de finances 2024
- SDIS – Synthèse d'activité sur la commune en 2023
- Commission finances - Date
- La Brûlatte Terre de jeux
- Compte rendu Conseil d'école
- Divers

Convocations adressées le 19 février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-trois février à vingt heures, les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur DEULOFEU Jean-Louis, Maire.

Étaient présents : MM. DEULOFEU – RENIER – RAIMBAULT – BLAIN – LOLLIER – DALIGAULT – BEAUSSIER – Mmes POIRIER – PRINCE – SALINGRE

Absents excusés : Mmes BESNIER – CHACUN – LEROUX – M. VERON (procuration donnée à M. Deulofeu)

Secrétaire de séance : M. DALIGAULT

Le Procès Verbal de la réunion du 19 janvier 2024 a été adopté sans remarque à l'unanimité.
M. Nicolas DALIGAULT est nommé secrétaire de séance.

OBJETS SOUMIS À DÉBAT OU DÉLIBÉRATION

Remplacement des huisseries à l'école et à la mairie

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal missionne la SAS Atelier CRH de Chailland pour assurer la maîtrise d'œuvre concernant ce chantier de remplacement des huisseries extérieures.

Ce dossier qui a fait l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de la DSIL 2024 suivra la procédure d'un marché simplifié.

Protection sociale complémentaire – Mandat au CDG53

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux et elle introduit une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque de leurs agents, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Maire informe les membres de l'assemblée que le conseil d'administration du Centre de gestion de la Mayenne, par délibération du 30 janvier 2024, a autorisé la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire en vue de lancer pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré aux conventions de participation d'accéder à une offre de garanties d'assurance prévoyance mutualisées et attractives éligibles à la participation financière de son employeur, à effet du 1^{er} janvier 2025.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au Centre de gestion de la Mayenne afin de mener la mise en concurrence, en prenant la délibération suivante :

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 26 janvier 2024

Après discussion, l'assemblée décide de :

• **Donner mandat au Centre de gestion de la Mayenne**, membre du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

• **Donner mandat au Centre de gestion de la Mayenne** pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Répartition des charges du RPI 2023

Conformément à la convention qui lie la Commune de La Brûlatte à celle de La Gravelle dans le cadre du RPI ; les charges de fonctionnement des écoles pour l'année 2023 sont les suivantes :

- Charges versées par la commune de La Gravelle à La Brûlatte : 33 033,34 €
- Charges versées par la commune de La Brûlatte à La Gravelle : 19 493,67 €

Ces deux sommes seront inscrites au budget primitif 2024 et sont validées par l'ensemble des conseillers municipaux présents.

Budget de fonctionnement de la Bibliothèque

Après avoir pris connaissance de la lettre de présentation des activités 2023 réalisées et de celles envisagées pour 2024 montrant le dynamisme de ce lieu ; le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide les demandes budgétaires sollicitées par l'équipe de bénévoles et la bibliothécaire municipale.

Ces dépenses qui seront budgétées en 2024 représentent une subvention globale de 2 500 €.

Localisation ALSH 3-6 ans à compter de juillet 2024

Appelé à débattre sur le retour du pôle Enfance 3-6 ans sur le site de La Brûlatte à compter du mois de juillet 2024, le Conseil Municipal

- considérant qu'il est d'un intérêt capital pour le dynamisme de la commune que ce pôle des 3-6 ans revienne sur la commune de La Brûlatte à compter de juillet 2024
- considérant que la demande de la commune de Port-Brillet souhaitant que toutes les activités en direction de l'enfance et de la jeunesse se déroulent à Port-Brillet ne lui paraît pas fondée – personnel (notamment Sandra Labbe) mis à disposition de l'association tous les mercredis, locaux suffisants pour assurer le maintien du pôle enfance, moyens financiers n'ayant jamais posé problème pour le coût des activités et des navettes
- considérant que pour 2024, la Convention d'organisation des activités assurées par Ça Coule de Source n'a fait l'objet d'aucune dénonciation par les structures adhérentes avant le mois de juin 2023 comme indiqué par la convention

en conséquence, à l'unanimité de ses membres, décide :

- pour l'année 2024, la convention qui lie les communes adhérentes à Ça Coule de Source doit s'appliquer dans son intégralité (navettes comprises) ; cette dernière n'ayant fait l'objet d'aucune dénonciation
- toute dénonciation future de la convention liant les communes à l'association qui n'intégrerait pas le maintien du pôle enfance 3-6 ans sur le site de La Brûlatte ne serait pas validée par le Conseil Municipal de La Brûlatte.

Point sur les travaux de la salle des fêtes

A ce jour, des travaux de finition de peinture et de pose des parquets restent à effectuer.

A l'extérieur, des travaux de bardages et de gouttières sont toujours à réaliser de même que la main courante sur la coursive.

Le Maire indique néanmoins qu'il a fixé la concertation avec le SDIS au 18 avril pour la réception des travaux.

Il convient également de se renseigner sur des devis pour le vidéo-projecteur à positionner dans la salle, sur le frigo du bar ; si le budget le permet, des chaises et des tables pourraient être prévues, la capacité de la salle ayant été agrandie de 80 m².

Le conseil municipal valide ces propositions.

Mise en place d'une commission pour le règlement et les tarifs de la salle des fêtes

Une commission chargée d'étudier le règlement de la salle des fêtes et la tarification qui sera proposée est mise en place.

Les personnes acceptant de faire partie de cette commission sont : MM. Blain, Raimbault, Renier, Veron, Mmes Leroux, Poirier, Salingre, Prince, Galard.

Une première réunion est fixée le 18 mars à 20h en mairie.

Convention Fourrière départementale

Comme chaque année, la commune est invitée à adhérer à la Fourrière Départementale gérée par la SPA.

Pour ce faire, une convention doit être signée entre la commune et ladite fourrière.

Le financement est basé sur une participation de 0,40 €/habitant soit une dépense de 277,60 € pour la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer la présente convention.

Pêche 2024

L'ouverture de la pêche à la truite pourrait se dérouler le samedi 30 mars 2024 de 8h à 18h.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal maintient les tarifs, à savoir 4 € la gaule.

Toutefois, cette ouverture reste conditionnée à la mise en place d'un garde qui voudrait bien assurer cette mission pour cette journée.

Droit de préemption – Parcelles B376, B784, B786

Les parcelles B376, B784 et B786, respectivement sises 1 rue du Presbytère et dans le bourg de La Brûlatte ayant fait l'objet d'une acquisition ; le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de ne pas exercer son droit de préemption.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Compte-rendu de l'étude du « potentiel photovoltaïque sur La Brûlatte »

En 2022, 292 logements sont fournis en électricité sur la commune de La Brûlatte pour une consommation résidentielle totale sur la commune de 1 840 mégawattheure. 18 installations photovoltaïques existent sur la commune et ont produit en 2022 359 MWh.

Concernant les bâtiments publics étudiés, 3 sites ont fait l'objet d'une étude :

- Mairie-Bibliothèque : toiture exposée au SO qui pourrait fournir 16 690 kWh sur l'année

- Ecole : la capacité de production sur la partie de la toiture donnant sur la cour est évaluée à 13 756 kWh.

- Logements locatifs dans l'ancien presbytère : toiture face à l'église, capacité de 22 425 kWh

Les coûts d'installation varient en fonction de la surface des panneaux et représentent des investissements allant de 29 000 € TTC pour l'investissement sur la Mairie-Bibliothèque à 35 000 € pour les logements locatifs du presbytère.

Concernant la possibilité d'installer des ombrières, il n'y a, à l'heure actuelle, aucun site qui puisse répondre à une telle installation.

Exonération taxe foncière sur propriétés bâties

L'article 143 de la loi de Finances 2024 permettant aux communes et EPCI de pouvoir exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties certains logements qui ont fait l'objet de dépenses de prestations énergétiques sans qu'il y ait une quelconque compensation de l'État, le Maire indique qu'il n'est pas favorable à cette mise en place d'exonération ; la taxe foncière sur les propriétés bâties restant la seule ressource fiscale dynamique pour les communes.

Rapport sur SDIS sur les interventions de sécurité sur la Commune en 2023

De janvier à décembre 2023, le SDIS est intervenu 29 fois sur la commune (dont 16 interventions pour secours à la personne, 9 pour accidents de la circulation et 1 pour incendie).

Commission finances

La Commission finances se déroulera le lundi 18 mars à 14h en mairie.

La Brûlatte – Terre de jeux

Une commission préparatoire s'est déroulée pour définir un programme d'activités concernant la promotion du sport au cours de cette année olympique.

2 temps forts sont prévus :

- le 19 mai 2024, 1 journée d'initiation à la pratique sportive ouverte à tous et gratuite

Avant midi : initiation à la pétanque et aux jeux de hand et de basket sur le city stade géré par M. Goupil

Midi : ouverture de la buvette et possibilité de pique niquer au plan d'eau

Activités sportives développées l'après-midi : initiation au tennis sur le terrain – M. Goupil

Courses à pied et à vélo pour tout public – M. Garnier

Un instant convivial clôturera cette journée vers 17h.

- un deuxième temps est prévu dans la dernière semaine du mois d'août

Le CDOS – Comité Départemental Olympique et Sportif – ayant prévu des animations autour de l'olympisme se propose de venir rencontrer le public pour valoriser l'olympisme autour d'un stand.

Une demande concernant le handisport sera faite d'autant que la bibliothèque a prévu de faire une animation autour de cette thématique.

Compte rendu du conseil d'école

A la rentrée 2024-2025, l'effectif global du RPI sera de 86 et le CP rejoindra l'école de La Gravelle soit 41 élèves sur La Brûlatte et 45 sur La Gravelle.

Les directrices ont tenu à remercier les municipalités pour la participation financière qu'elles apportent au déroulement de la classe de mer (50 % du coût du séjour).

Divers

Prochaines dates

24 février 2024 – Commission aménagements espaces verts salle des fêtes - 14h

2 mars 2024 – Commission Voirie – rendez-vous à 9h30 devant la mairie

18 mars 2024 – Commission Finances 14h

18 mars 2024 – Commission Règlement et Tarif Salle des fêtes - 20h

22 mars 2024 – Conseil Municipal à 20h en Mairie – vote du CFU ex. compte administratif

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22H15

Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
M. DEULOFEU		Mme CHACUN	Excusée	Mme LEROUX	Excusée
M. RENIER		Mme SALINGRE		Mme PRINCE	
M. RAIMBAULT		Mme BESNIER	Excusée	M. BEAUSSIER	
M. BLAIN		M. LOLLIER		Mme POIRIER	
M. DALIGAULT	Secrétaire	M. VERON	Excusé		